

EUROPE Les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, réunis en sommet lundi 15 et mardi 16 juin à Cardiff (pays de Galles), ont décidé de se donner

du temps pour aborder la réforme des institutions européennes et améliorer la capacité d'action de l'Union. Ils ont décidé de se retrouver à l'occasion d'un sommet infor-

mel, en octobre prochain à Vienne (Autriche), pour préciser leurs intentions. ● **LES MINISTRES DES FINANCES** de l'Union européenne, exceptionnellement convoqués à ce

sommet, ont manifesté leur inquiétude à propos de la situation économique au Japon. Les Quinze ont également reporté à décembre prochain l'examen du dossier de

l'« Agenda 2000 », portant sur le financement de l'Union à partir de l'an 2000. ● **LA COHABITATION** française n'a subi aucune anicroche. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

Les Quinze font une pause après l'adoption de l'euro

Après avoir tout fait pour mettre en œuvre la monnaie unique, les Européens, réunis à Cardiff lundi 15 et mardi 16 juin, se donnent le temps de la réflexion pour aborder les sujets qui les divisent : la réforme des institutions et le financement de l'Union

CARDIFF (Pays de Galles)
de nos envoyés spéciaux

C'est par une décision de procédé dure que les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze ont amorcé, lundi 15 juin à Cardiff, le débat politico-institutionnel sur « l'avenir de l'Europe ». Ils se sont fixé un nouveau rendez-vous informel en octobre à Vienne pour ordonner leurs travaux futurs. Ces réflexions porteront sur la manière de clarifier les divers niveaux de compétences au sein de l'Union lorsque le traité prête à ambiguïté et sur la manière pratique d'améliorer le fonctionnement des institutions.

A ce stade, les Quinze se gardent d'évoquer la réforme des institutions, même s'ils la savent absolument nécessaire dans la perspective de l'élargissement. L'absolue priorité est, pour le moment, l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam. Trois pays seulement ont ratifié le traité : l'Allemagne, la Suède et la Grande-Bretagne - et, du côté français, on espère clore le processus d'ici à la fin janvier 1999. Les discussions sur les aménagements institutionnels qui n'avaient pas abouti lors de la conclusion du traité d'Amsterdam, en juin 1997, pourraient reprendre ensuite.

Les Allemands ont maintenant rejoint la position des Belges, des Français et des Italiens, selon laquelle il ne peut pas y avoir d'élargissement sans une réforme préalable des institutions, ce qui implique en particulier une extension du champ des décisions prises à la majorité qualifiée. Ce change-



ment d'attitude de Bonn est apparu dans la lettre que Helmut Kohl et Jacques Chirac ont adressée à leurs collègues avant le sommet de Cardiff qui marquait la fin de la présidence britannique de l'Union, l'Autriche prenant le relais à partir du 1^{er} juillet.

COURTOISIE OBLIGE

Les discussions entre les Quinze sur ce thème se sont déroulées d'une manière plus consensuelle que la teneur de la missive franco-allemande le laissait présager. Les observateurs y avaient vu une critique presque ouverte adressée à la

Commission de Bruxelles, à laquelle il était reproché de prendre des décisions superficielles et mal comprises par les citoyens. Dans une interview donnée à la BBC à la veille du sommet de Cardiff, Jacques Chirac s'exprimait d'ailleurs sans détour dans ce sens.

Courtoisie oblige, à Cardiff, les chefs d'Etat et de gouvernement, et compris le chancelier Kohl, après avoir entendu la défense de Jacques Santer, le président de la Commission européenne, ont reconnu que les Etats étaient eux aussi responsables des dysfonctionnements européens et de la désaffection qui

pouvait en résulter dans l'opinion.

En dépit de cette absence de polémique, il est bien clair que les chefs d'Etat et de gouvernement considèrent que la distance croissante entre les citoyens et la construction européenne est une réalité qui doit être traitée. Le chancelier Kohl en a fait un des points forts de sa campagne pour les élections législatives de septembre et son opposition l'a suivi sur ce terrain. Néanmoins, on en est au tout début du processus. Au-delà de la volonté des dirigeants européens de s'impliquer directement dans ce débat, nul ne sait ce qui se passera à Vienne en octobre et quelle méthode de travail sera retenue pour la suite.

Lors d'une récente émission télévisée, Jacques Chirac avait proposé de confier à Jacques Delors la direction d'un « comité de réflexion ».

Cette idée est assurément tombée à l'eau : les Quinze ne veulent pas entendre parler de « sages » et préfèrent une préparation plus contrôlée. Dans cette optique, même si aucune décision n'avait été prise à l'issue de la première journée du sommet, la proposition de Jean-Luc Dehaene de confier cette tâche à un groupe de représentants des chefs d'Etat et de gouvernement semblait recueillir une majorité de suffrages.

Mais la crainte de certains était de retomber dans un processus lourd, celui d'une conférence intergouvernementale (CIG) dont la précédente expérience, en amont du traité d'Amsterdam (1996-1997), s'était révélée inopérante. Si la for-

mule d'un groupe de représentants était finalement retenue, il se réunirait après la rencontre informelle de Vienne, avec comme première mission de débayer le terrain en vue du Conseil européen qui se tiendra en décembre, également dans la capitale autrichienne.

Le débat économique a été, lui aussi, largement consensuel. La conjoncture européenne est satisfaisante, l'arrivée de l'euro promise, la mobilisation en faveur de l'emploi effective. Même si les Quinze ont évoqué les insuffisances de la coordination de leurs politiques économiques, la principale menace vient pour l'instant de l'extérieur : elle trouve son origine en Asie, au Japon, peut-être aussi en Russie.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont longuement délibéré de ces événements extérieurs, ainsi que les ministres des finances (exceptionnellement présents lors de ce sommet) qui ont publié un communiqué à l'issue de leur réunion. Bien que Tony Blair, le premier ministre britannique, ait qualifié de « risque majeur » pour l'Europe les conséquences possibles de la crise asiatique, le souci dominant a été de rassurer l'opinion et les marchés. « Son impact sera modéré parce que la croissance européenne se développe grâce à ses propres ressources, à savoir la demande interne. Même si le yuan [la monnaie chinoise] dérapait, les effets macroéconomiques seraient modestes, car le vecteur de propagation est le commerce et l'Europe est sensiblement moins exposée que, par exemple, les Etats-Unis », a ainsi commenté Yves-Thibault de Silguy, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires.

PROJET ÉDULCORÉ

Cette inquiétude à l'égard des événements d'Asie a eu comme effet positif de resserrer les rangs autour de l'euro. Les Quinze, y compris ceux des Etats membres qui ne feront pas partie de la première vague, ont désormais la monnaie unique à défendre. Les Britanniques n'ont pas été les derniers à parler en termes positifs de cette grande entreprise et, dans une interview publiée à la veille du conseil de Cardiff, le ministre des affaires étrangères britannique, Robin Cook, a évoqué la possibilité de rejoindre en 2002 l'Union monétaire.

Sur le plan interne, le bon fonc-

tionnement de l'euro implique une coordination des politiques économiques qui ne soit pas de façade. Lionel Jospin est intervenu dans ce sens, regrettant - de même que le président Santer - le « caractère trop neutre » des « grandes orientations de politiques économiques » adoptées la semaine passée par les Quinze. Ce document est supposé définir la stratégie macroéconomique à mettre en œuvre par l'Union et par chacun de ses Etats membres. Or les experts du comité monétaire, ainsi que ceux du comi-

Les hésitations de Tokyo inquiètent les ministres des finances

Les ministres des finances des Quinze ont utilisé, lundi 15 juin à Cardiff, un ton de fermeté inhabituel - « à la limite de l'ingérence », note un haut-fonctionnaire - pour enjoindre les Japonais « de poursuivre les réformes structurelles et d'appliquer des mesures visant à renforcer le système financier pour rétablir la confiance des entreprises et des consommateurs ».

A l'évidence, les Quinze, qui ont approuvé au moins formellement les décisions récemment prises à Moscou, s'inquiètent vivement des perpétuelles hésitations de Tokyo. « Nous sommes inquiets, car, dans le passé, les autorités japonaises ne se sont pas montrées capables de prendre à temps les mesures appropriées, notamment pour restructurer le secteur financier. Nous espérons que, cette fois, ils arrêteront les dispositions nécessaires pour que les établissements financiers se redressent », a commenté Philippe Maystadt, le ministre belge des finances.

té de politique économique (composés de hauts fonctionnaires des Etats membres) avaient considérablement édulcoré le projet présenté par la Commission, lui ôtant tout intérêt opérationnel. Ils avaient notamment gommé les recommandations chiffrées pour chacun des pays, n'ayant comme seul souci que le document puisse être adopté sans difficulté.

Henri de Bresson
et Philippe Lemaître

Chypre est menacée d'une partition définitive *Le Monde 17.6.98 p. 3*

NICOSIE

de notre envoyé spécial

L'éventuel déploiement de missiles russes anti-aériens S-300 dans la partie grecque de Chypre contribue à accroître la tension entre Athènes et Ankara. Lundi 15 juin, les douanes turques ont arraisonné un cargo dans le détroit des Dardanelles au bord duquel ils ont trouvé des rampes de lancement dont ils jugeaient possible qu'elles fassent partie d'une batterie russe de missiles anti-aériens destinée au gouvernement chypriote grec. Mais le navire a été libéré au bout de huit heures car sa cargaison était, en fait, destinée à l'Égypte.

La question des missiles, la revendication, à l'été 1996, de l'ilôt d'Imia, le refus des Quinze de considérer la candidature de la Turquie lors du Conseil de Luxembourg en décembre 1997 et enfin l'ouverture de pourparlers avec les Chypriotes grecs en vue de la future adhésion de l'île à l'Union européenne : les relations entre Athènes et Ankara se sont sensiblement dégradées ces deux dernières années.

Certes, les chypriotes grecs parlent encore de réunification, mais y croient-ils vraiment ? Ne dit-on pas que dans le cadre des « mesures de confiance », ils n'ont

pas fait preuve de diligence dans le dossier sur la réouverture de l'aéroport de Nicosie pour ne pas concurrencer celui de Larnaca, créé après l'invasion turque de 1974 ?

Sûrs de tenir le bon bout avec le début des négociations d'adhésion, les milieux gouvernementaux du sud se sont laissés griser par leur victoire diplomatique. Non seulement, ils vont ouvrir une base aérienne à Paphos (ouest de l'île) pour accueillir des chasseurs grecs en cas de conflit avec la Turquie mais ils persistent à défendre le bien-fondé de l'achat des S-300. « La République de Chypre a le droit de s'armer pour défendre son territoire », disent-ils.

DOUBLE HUMILIATION

Iannis Cassoulidès, ministre chypriote grec des affaires étrangères, précise que le contrat avec Moscou relève d'une « opération purement commerciale », balayant la thèse de la solidarité orthodoxe. Pour être sûr d'être entendu, il ajoute que la Russie était le seul pays qui a montré sa « disponibilité à vendre du matériel du type de celui nécessaire à la défense du pays ».

Le ministre, affirmant que les livraisons des S-300 se feront au plus tôt en octobre 1998, laisse entendre que son gouvernement pourrait

« revoir sa position » si les Turcs acceptaient l'ouverture de pourparlers sur la démilitarisation de l'île, qui, avec 35 000 soldats de l'armée turque au nord et des forces de 14 000 hommes au sud, est la zone la plus militarisée au monde. Rauf Denktash, chef de la république turque du nord de Chypre (RTCN, reconnue par Ankara uniquement) ne croit pas à l'installation des missiles : « Ils ne sont pas assez fous pour les installer. »

Que semble loin le temps où Gustave Feissel, représentant des Nations unies à Chypre, disait que les « mesures de confiance » négociées entre Chypriotes grecs et turcs sous l'égide de son organisation en 1993 allaient permettre de trouver une solution politique à la partition de l'île ! A l'époque où Glafcos Cléridès, président de la République de Chypre, et M. Denktash, chef de la communauté turque, se rencontraient, explique M. Feissel, « on se demandait où était le problème tant leurs relations semblaient amicales ». Aujourd'hui, les propos de M. Denktash augurent mal de la perspective d'une solution politique pour l'île. Pour lui, deux conditions préudent à la reprise du dialogue : la reconnaissance de la RTCN et le retrait de la candidature de Chypre à l'UE.

Cette position fait l'unanimité au nord de la ligne de démarcation, à une exception près : celle d'Ali Talat, président du parti républicain turc, qui juge « irréalistes » les conditions posées par M. Denktash. Mais ce dernier n'en a cure tant il sait que son influence est grande depuis que Bülent Ecevit – premier ministre au moment de l'invasion du nord de Chypre en 1974 – est devenu vice-premier ministre du gouvernement d'Ankara.

Pour Sukrü Gürel, ministre turc des affaires européennes et de Chypre, proche de M. Ecevit, « l'Union a perdu toute crédibilité en Turquie après Luxembourg ». Même les pro-européens ont du mal à retrouver leur souffle après la double humiliation subie : la fin de non-recevoir pour l'adhésion de la Turquie à l'UE et l'accueil de Chypre. En attendant, les positions extrémistes dominent à Chypre. « Parce que Cléridès et Denktash sont trop vieux et trop orientaux pour trouver une solution », affirme un professeur de sociologie de l'université de Nicosie. « Parce qu'il faut commencer par mettre Cléridès, Denktash et Ecevit dans un sac et le jeter à la mer », surenchérit un journaliste d'Ankara.

Marcel Scotto